AMBASSADE
DE FRANCE
EN BIRMANIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Chroniques de Birmanie

Semaine du 29 juin au 5 juillet 2020

Etat Rakhine

❖ Condamnation de militaires dans la crise des Rohingyas

→ Les autorités militaires birmanes ont déclaré le 30 juin avoir jugé en cour martiale et condamné trois militaires pour le massacre de centaines de villageois Rohingyas près du village de Gu Dar Pyin lors d'une vaste opération de répression menée par l'armée dans l'Etat Rakhine en 2017. Ont été condamnés un officier de haut rang, un second officier et un soldat d'infanterie, dont l'identité et le rang précis n'ont pas été révélés.

❖ Déplacements de villageois de villages de Kyauk Tan

→ 28 groupes de la société civile ont demandé, dans un communiqué, au gouvernement d'organiser le retour chez eux de plus de 15 000 habitants des villages de Kyauk Tan, dans le township de Rathedaung, qui ont fui vers Maungdaw, Buthidaung, Rathedaung, Ponnagyun et Sittwe dès l'annonce d'une opération de sécurité de l'armée birmane dans la région.

❖ Détention de jeunes villageois

→ Le chef de l'administration du village de Katthabyay, du township de Kyaukphyu, a confirmé que 9 jeunes de son village ont été emmenés par l'armée birmane le 26 juin sans qu'aucune information sur leur situation ne soit disponible à ce jour.

❖ Meurtre d'un policier

→ Le sergent Maung Maung Than, du poste de police central de Sittwe, a été tué dans la soirée du 29 juin 2020 à son domicile dans le quartier de Magyimyaing, poignardé à mort par deux hommes.

Processus de paix, minorités ethniques et affaires frontalières

❖ Affrontements dans le Shan

→ Des combats ont opposé l'armée et le groupe ethnique *Restoration Council of Shan State* (RCSS), du 27 au 29 juin, dans le township de Kyaukme, au nord de l'Etat Shan. Plus de 500 villageois des environs ont fui pour trouver refuge dans les monastères du centre-ville de Kyaukme, selon le lieutenant-colonel Sai Ohm Khay, porte-parole du RCSS. Au cours de l'affrontement, un obus à l'arme lourde est tombé dans un village, blessant une femme et tuant un homme de 50 ans.

❖ Affrontements dans le Kachin

→ Selon le colonel Naw Bu, chef du département de l'information de la *Kachin Independence Organization/Kachin Independence Army* (KIO/KIA), des combats entre les troupes gouvernementales et les forces de la KIA ont eu lieu le 29 juin à l'ouest du township de Bhamo dans l'État Kachin. L'engagement militaire a été déclenché par l'incursion du bataillon d'infanterie 237 (IB 237) dans une zone contrôlée par le 5ème bataillon de la KIA.

Situation intérieure

❖ Elections générales de 2020

→ La Commission électorale de l'Union (UEC) a publié, le 29 juin, les listes détaillées des circonscriptions et des zones pour les élections générales de 2020 pour les deux chambres du parlement national, pour les parlements régionaux et les assemblées locales des minorités ethniques. Il y a 330 circonscriptions pour la chambre basse, 168 circonscriptions pour la chambre haute, 644 circonscriptions pour les parlements des régions et Etats et 29 circonscriptions pour les assemblées des zones autogérées des minorités.

→ En réponse aux protestations émanant d'un groupe de partis politiques d'opposition, l'UEC a déclaré le 27 juin qu'il n'existait aucune loi interdisant l'utilisation des photos de feu le général Aung San, héros national - le père de la conseillère pour l'État Aung San Suu Kyi-, lors de la campagne électorale et que tous les partis pouvaient donc utiliser son image. Le principal parti d'opposition, le parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP) et 29 partis politiques alliés ont demandé que l'interdiction d'utiliser son image soit inscrite dans le Code de conduite électoral (CoC). Ces partis n'ont pas signé le CoC pour protester contre le rejet de leur demande.

→ L'UEC a fixé la date des élections générales au 8 novembre 2020. Un total de 1 171 sièges au niveau national, des Etats et régions sera à pourvoir. L'UEC a précisé que les bureaux de vote seraient ouverts dans tous les townships, même dans les zones considérées comme des zones de conflit et les régions auto-administrées. Plus de 37 millions de personnes sont appelées à voter et 97 partis peuvent présenter des candidats. Sur les 97 partis, 79 se disputeront des sièges à l'échelle nationale, tandis que 18 se concentreront sur une seule région ou un seul État.

→ Dès l'annonce de la date du scrutin par l'UEC, les ambassades birmanes ont appelé tous les ressortissants birmans résidant à l'étranger à s'enregistrer pour pouvoir voter par anticipation, en précisant que les listes seront clôturées entre le 15 et le 31 juillet, selon les pays.

→ La Ligue nationale pour la démocratie (LND) publiera en août son manifeste pour présenter son programme électoral, a déclaré Zaw Myint Maung, vice-président du parti. Le nouveau manifeste actualisera les propositions politiques de 2015 en se concentrant davantage sur la santé et l'éducation. Zaw Myint Maung a admis que certaines promesses faites en 2015 n'ont pas encore été tenues, notamment l'achèvement du processus de paix et la réforme de la Constitution de 2008.

→ Le comité exécutif central de la LND procède actuellement à l'examen des candidatures soumises par les responsables locaux dans l'ensemble du pays, en se fondant sur les critères de loyauté et d'adhésion à son programme et à sa politique. Zaw Myint Maung a déclaré que le parti n'acceptera aucun candidat qui s'était présenté contre ceux de la LND lors des élections générales de 2012 et 2015, et lors des dernières élections municipales.

→ Le Parti national d'Arakan (ANP) a déclaré qu'il était confiant de conserver sa position dominante dans l'Etat Rakhine lors des prochaines élections générales, malgré les difficultés pour mener la campagne électorale en raison du conflit armé et des restrictions liées à la pandémie de Covid-19. Lors des élections de 2015, l'ANP a remporté 22 des 35 sièges de l'assemblée législative régionale du Rakhine. Le parti a également obtenu 22 sièges au parlement national : 10 à la chambre basse et 12 à la chambre haute.

❖ Glissement de terrain mortel à Hpakant

→ Un important glissement de terrain s'est produit le 2 juillet sur le site minier à ciel ouvert du village de Wai Khar, dans le township de Hpakant, État Kachin.

→ Le bilan des victimes s'établit au 5 juillet à 172 personnes décédées et 54 blessées. Selon les habitants, le nombre de personnes disparues devrait dépasser le chiffre de 250. Les opérations de recherche et de sauvetage ont été suspendues en raison des risques de nouveau glissement de terrain.

→ Le comité d'enquête sur la catastrophe, composé de 6 membres et présidé par le ministre des ressources naturelles et de l'environnement Ohn Win, s'est rendu sur le site le 5 juillet pour rencontrer les familles des victimes et leur apporter un soutien financier.

❖ Lutte contre la diffusion de fausses informations

→ Le gouvernement engagera des poursuites judiciaires contre ceux qui publient de fausses pages d'information sur les réseaux sociaux après la diffusion d'une fausse information mettant en cause la loyauté du directeur général du Bureau du Président de la République, Zaw Htay, à l'égard de la Ligue nationale pour la démocratie. Le 23 juin, la page du *Forward Media Group* a publié un court article citant le porte-parole du comité central d'information de la LND, Monywa Aung Shin, qui aurait accusé Zaw Htay « d'avoir poignardé » le gouvernement de la LND dans le dos. Monywa Aung Shin a nié avoir jamais été interviewé par *Forward Media* et a déposé plainte auprès du Conseil de presse de Birmanie.

❖ Lutte contre le trafic de drogue

→ Agissant à partir d'une information, les forces de sécurité ont, le 29 juin, effectué une importante saisie de stupéfiants (6,4 millions de stimulants et 1 148 kilogrammes de poudre de stimulants) d'une valeur estimée à 26,9 milliards de kyats (19,2 MUSD) près du village de Yaypusan, township de Tachileik dans l'État Shan.

❖ Soutien à la scolarisation des élèves

→ Le gouvernement va accorder une aide financière à 300 000 élèves pauvres au cours de la nouvelle année scolaire, a déclaré Than Soe Aung, directeur du département de l'éducation élémentaire. Cet argent vise à garantir que les écoliers issus de milieux modestes continuent de fréquenter l'école. Depuis 2014, avec le soutien de la Banque mondiale et d'autres organisations partenaires, le gouvernement a aidé des étudiants pauvres dans 57 townships des Etats Kachin, Kayah, Kayin, Chin, et des régions Sagaing, Tanintharyi, Bago, Magwe et Mandalay.

❖ Mouvements au sein de l'armée

→ La Tatmadaw a procédé à des mouvements internes de ses cadres supérieurs. Le général de division Thet Pon, chef du commandement militaire de Rangoun, a été promu au rang de lieutenant général et dirigera le Bureau des opérations spéciales pour la région de Rangoun.

→ Il est remplacé par le général de division Nyunt Win Swe, chef du commandement de la région du sud-ouest. Ce dernier a été commandant de l'Académie médicale des services de défense avant de prendre le commandement du Sud-Ouest au début de cette année.

→ Le général de division Aung Aung, qui dirigeait l'École de formation des officiers, a été nommé nouveau commandant de cette région du Sud-Ouest. Ayant commandé la Division 33 qui a participé aux opérations militaires dans l'Etat Rakhine en 2017, il est visé par des sanctions de l'Union européenne et des Etats-Unis pour des violations des droits de l'Homme commises à cette occasion.

→ Le général d'armée Naing Naing Oo, commandant sortant de l'Académie technologique des services de défense, a été nommé commandant de l'École de formation des officiers.

→ Le commandant de la 11ème Division, le général de brigade Zaw Hein, succédera au général Naing Naing Oo.

Economie

❖ Énergie

→ L'entreprise publique *Electric Power Generation Enterprise* (EPGE) a signé le 26 juin deux accords de cinq ans avec le groupe *CNTIC VPower* pour l'achat d'électricité à deux usines de gaz naturel liquéfié totalisant 580 mégawatts pour les centrales de Thanlyin, dans le sud-est de Rangoun, et de Kyaukphyu, dans le centre du Rakhine.

❖ Investissements directs étrangers

→ Le département *Directorate of Investment and Company Administration* (DICA) a annoncé que le volume des investissements directs étrangers (IDE) s'élève à 4,4 Mds USD, 3 mois avant la fin de l'année fiscale 2019-2020. Selon le directeur général du DICA, Thant Zin Lwin, la commission d'investissement birmane (MIC) estime à 5,8 Mds USD le montant total des IDE pour cette année.

❖ Soutien au secteur de l'agriculture

→ Le premier organisme de microcrédit au service des agriculteurs birmans, *Proximity Finance*, a annoncé avoir signé un accord de participation de 14 MUSD avec les organisations d'aide européennes *Finnfund, Nordic Microfinance Initiative* (NMI) et *Proparco*. Le projet d'augmentation de ses fonds propres permettra à *Proximity Finance* de tripler sa clientèle active, qui compte actuellement 130 000 ménages, et de distribuer 1 500 000 prêts au cours des 4 prochaines années. Cette initiative permettra également d'augmenter la taille des prêts et de diversifier les produits, en fournissant un capital essentiel aux agriculteurs. Alors que la plupart des institutions de microfinance exigent des clients qu'ils remboursent mensuellement, les remboursements de *Proximity Finance* sont effectués lorsque les agriculteurs reçoivent un revenu pour leurs récoltes.

❖ Fonds monétaire international

→ En acceptant d'apporter un financement de 700 MUSD pour aider le pays à répondre aux besoins de dépenses urgentes résultant de la pandémie de Covid-19, notamment pour lui permettre de combler le manque de réserves de change et de catalyser le soutien des partenaires au développement, le Fonds monétaire international a demandé au gouvernement birman de s'attaquer aux créances douteuses détenues par les banques birmanes dès que le ralentissement économique aura pris fin.

→ Au lieu du nouveau délai de trois ans accordé par la Banque centrale, les remboursements des prêts devraient être suspendus « en fonction de la durée du ralentissement économique lié à la Covid-19 », a déclaré Mitsuhiro Furusawa, directeur général adjoint du FMI qui a demandé aux autorités birmanes de surveiller les prêts non performants des banques (NPL) et d'« envisager une stratégie globale de résolution des NPL ».

❖ Moratoire européen sur la dette birmane

→ Six États de l'Union européenne ont décidé de reporter le paiement de la dette de la Birmanie, d'une valeur de près de 100 millions de dollars, pour le reste de l'année afin d'aider le pays à se concentrer sur la reprise économique après la pandémie de COVID-19.

→ Dans une lettre adressée le 1er juillet au ministre du plan, des finances et de l'industrie Soe Win, les ambassadeurs de l'Union européenne, de France, d'Allemagne, des Pays-Bas, de Finlande, d'Autriche et de Pologne ont indiqué que « la Birmanie est pleinement éligible à un soutien dans le cadre du moratoire sur la dette » et que l'UE avait accepté la demande du gouvernement birman de reporter des paiements totalisant 98 millions de dollars (134,5 milliards de kyats), ce qui représente 20 % des paiements de la dette du pays dus sur la période de mai à décembre 2020.

Coronavirus

❖ Bilan général

→ Selon les données du ministère de la santé, le nombre de cas au 6 juillet à 8h est de 313 patients confirmés, dont six décès et 241 guérisons. Tous les nouveaux cas concernent des Birmans de retour de l'étranger (Bangladesh, Inde, Laos, Singapour, Thaïlande) et testés positifs pendant leur quarantaine.

→ Un chirurgien de l'État Shan, qui était exempt de la Covid-19 depuis 40 jours, a été testé à nouveau positif pour la maladie le 30 juin, selon le Dr. Bo Soe Thet, un responsable médical de l'État Shan.

❖ Évaluation de la réponse de la Birmanie à la Covid-19

→ Interrogé sur son évaluation de la réponse du pays à la pandémie de Covid-19, le Dr. Stephan Paul Jost, représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Birmanie, a déclaré que « la Birmanie s'est extraordinairement bien débrouillée jusqu'à présent », en saluant l'approche globale « pan-gouvernementale » adoptée par les autorités et en relevant que l'une des raisons de ce succès relatif jusqu'à présent est que le pays a commencé très tôt à se préparer à la surveillance, en particulier aux points de passage des frontières.

❖ Poursuites judiciaires pour violation des règles de Covid-19

→ Le tribunal du township de Mayangone à Rangoun a, le 2 juillet, inculpé Saw David Lah, un pasteur birman de nationalité canadienne, et un de ses collègues Wai Tun, en vertu de l'article 25 de la loi sur la gestion des catastrophes naturelles pour avoir organisé des rassemblements religieux en violation des restrictions gouvernementales de Covid-19. Ces rassemblements seraient à l'origine de la contamination de 80 patients à Rangoun.

❖ Poursuite judiciaire d'un journaliste pour désinformation

→ Aung Ko Ko, journaliste du groupe *Eleven Media*, a été accusé le 1er juillet à Nay Pyi Taw d'avoir violé l'article 68(a) de la loi sur les télécommunications pour avoir diffusé des informations incorrectes sur les médias sociaux concernant la gestion par le gouvernement de la pandémie de Covid-19. Il a écrit que le ministère de la santé et des sports avait retardé la publication d'informations sur un patient identifié uniquement comme « cas 13 ». Il risque jusqu'à un an de prison s'il est reconnu coupable.

❖ Mesures du gouvernement

→ Le directeur du ministère du Commerce Ye Htut Naing a informé que le gouvernement est en train de constituer une réserve de 50 000 tonnes de riz pour la période de la pandémie, en précisant que 85% de riz sont déjà achetés.

❖ Mesures de soutien économique

→ Le ministère du Plan, des Finances et de l'Industrie a annoncé le 4 juillet la décision du gouvernement d'apporter 100 milliards de kyats supplémentaires au Fonds Covid-19 pour soutenir les entreprises locales les plus touchées par les effets de la pandémie.

→ 300 entreprises touchées par les conséquences de la pandémie de Covid-19 pourront bénéficier de la 7ème tranche de prêts Covid-19 du gouvernement au cours de la première semaine de juillet. Selon la Fédération des chambres de commerce et d'industrie de Birmanie, les entreprises de construction devraient être prises en considération pour la prochaine tranche de prêts, qui passera de 200 à 500 milliards de Kyats. En raison de l'épidémie de Covid-19, les nouveaux projets de construction sont au point mort et la fourniture des matériaux de construction ainsi que d'autres articles essentiels, comme les ascenseurs, les produits en aluminium et les tuiles nécessaires aux projets existants, a été retardée, jusqu'à quatre mois pour certains projets, a déclaré Myo Myint, directeur général de la société MKT Construction. En outre, selon Kyaw Kyaw Soe, membre de l'association des entrepreneurs de la construction de Birmanie, les prix d'importation des matériaux de construction ont augmenté, ce qui a entraîné des budgets insuffisants pour certains projets.

→ Le département des coopératives du ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation distribuera l'équivalent de 25 MUSD en intrants agricoles comme les engrais chimiques et les insecticides sous forme de bons d'achats aux agriculteurs, a déclaré son directeur Myo Aung le 30 juin. Au total, 120 000 agriculteurs des régions de Nay Pyi Taw, de l'État Shan, des régions de Sagaing, Magwe, Mandalay et Ayeyarwady recevront des subventions pouvant atteindre 120 000 Kyats par personne. Dans un deuxième temps, 180 000 autres agriculteurs du pays recevront des subventions d'un montant total de 120 000 euros.

❖ Aide du Fonds monétaire international

→ Le 26 juin, le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un décaissement équivalant à 118,8 MUSD dans le cadre de sa facilité de crédit rapide (RCF) et une somme de 237,7 MUSD dans le cadre de son instrument de financement rapide (RFI). Cette aide permettra de répondre aux besoins de la balance des paiements et aux besoins budgétaires du pays découlant de la pandémie de Covid-19 et de soutenir les plans du gouvernement visant à accroître les dépenses en matière de santé et de protection sociale.

→ Le financement d'urgence permettra également de catalyser un soutien supplémentaire de la communauté internationale, notamment dans le cadre de l'initiative de suspension du service de la dette soutenue par le G-20 et le Club de Paris, selon l'annonce du FMI.

❖ Aide du PAM

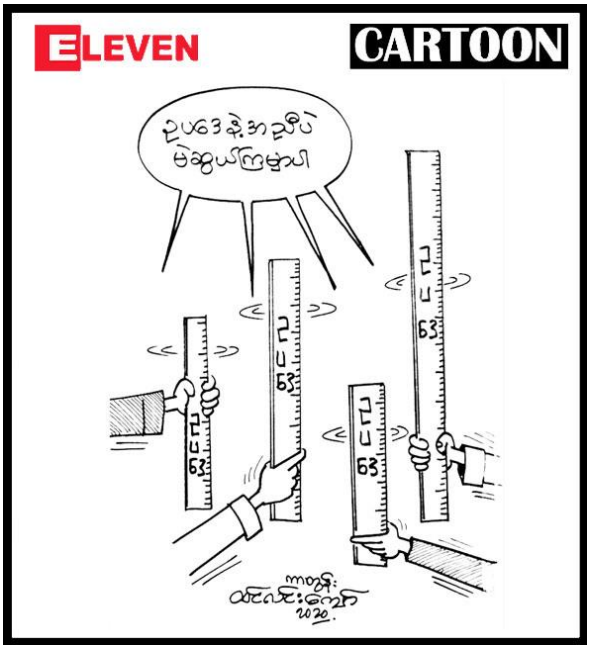
→ Le 9ème vol organisé par le PAM pour acheminer des désinfectants et des fournitures de protection personnelle, ainsi que neuf experts de santé de différentes organisations, dont les Nations unies et le CICR, est arrivé à Rangoun le 5 juillet. Les vols hebdomadaires du PAM ont jusqu'à présent apporté en Birmanie plus de 6 tonnes de fournitures essentielles pour la lutte contre la pandémie de Covid-19, notamment des kits de test, des fournitures médicales, du matériel de laboratoire et des EPI.

❖ Impact pour les travailleurs migrants birmans

→ Plus de 800 migrants birmans travaillant pour une usine de vêtements de *Camel Textile International Cooperation* à Karak sont bloqués en Jordanie et sont confrontés à des difficultés après des mois sans travail. Environ la moitié des 800 travailleurs ont été contraints de démissionner à cause de la pandémie Covid-19, ont-ils déclaré.

❖ Reprise de l'activité

→ Le conseil d'administration de la pagode du Mont Popa a informé que les pèlerins sont autorisés à visiter cette pagode située dans le canton de Kyaukpadaung, dans la région de Mandalay, à partir du 30 juin, à condition qu'ils respectent les règles de prévention et les restrictions relatives au coronavirus.



Ils feront la campagne électorale conformément à la loi. Mais selon quelle loi ?

Explication : Les différentes règles représentent la diversité des lois qui pourraient s'appliquer.

Crédit caricature : Eleven Media

Ce document ne prétend pas à l'exhaustivité et ne reflète que des commentaires ou analyses parus dans la presse birmane, qui n'engagent en rien le point de vue propre de l'Ambassade.